



Sylvain Zéliarou, Sidibé Mamadou, Sylvain Arthur Obou Anibié et Kacou, 4 jeunes gens pro-Gbagbo, enlevés le 19 Juin dernier à Gagnoa ont été conduits à une destination inconnue. Leurs familles, amis et connaissances sont très inquiets eu égard au faisceau de tortures que le régime liberticide d'Alassane Dramane Ouattara utilise pour arracher des aveux à qui il veut. Les 4 jeunes gens sont accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Les autorités locales des forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) sont incapables d'apporter la moindre preuve. C'est toujours motus et bouche cousue. Pourtant, le jour des enlèvements, elles avaient promu faire, dans les plus brefs délais, toute la lumière sur cette affaire. Sont-elles en train de chercher, après coup, les preuves de l'accusation? Tout porte à le croire aux dires de M Léandre Guika Diokri, secrétaire administratif de la fédération FPI de Gagnoa.

« Quand nous avons eu l'information des enlèvements de nos camarades, nous avons immédiatement lié langue avec M. Rémi N'Zi Kangah, préfet de la région du Gôh, préfet du département de Gagnoa. Celui a marqué sa surprise et son étonnement. Le chef de l'administration locale de Gagnoa nous a conseillés de rencontrer le lieutenant Diomandé Vassézé, commandant de la compagnie FRCI de la région du Gôh. Ce que nous fumes. Nous nous rendons au camp FRCI (ex-camp CRS), le 21 Juin 2021. Le maître des lieux nous présente ses prisonniers. Quand nous avons demandé à savoir les raisons de leur détention, le sergent Soro Zana Yaya, chef de sécurité FRCI de la région du Gôh, nous charge avec morgue en ces termes : « *Vous savez très bien ce qui leur est reproché. Un coup d'Etat était en préparation contre le président Alassane Ouattara. Vous ne l'ignorez pas puisque vous êtes des responsables locaux du FPI. Les troubles devaient commencer, le 18 Juin 2012, date du début de l'audience de Gbagbo* ». « *Le FPI n'est pas un parti de putschistes. Si vous voyez quelqu'un en train de faire un coup d'Etat, c'est pour son compte et non pour celui du FPI. Le parti de Laurent Gbagbo ne connaît pas et n'a aucune cache d'armes. Si vous en connaissez, dites-le nous* », a réagi sèchement M Joachim Bili Gbalou, secrétaire national FPI par intérim chargé des fédérations du Gôh ». Cette mise au point a ramené les hôtes de la délégation du FPI sur terre. Ils leur ont promis que les 4 détenus allaient recouvrer la liberté, le 27 Juin dernier, le temps pour eux de faire les contrôles d'usage.

C'est donc avec consternation que M. Léandre Guika Diokri et ses amis ont appris que les jeunes gens ont été conduits à une destination inconnue. Ils se demandent pourquoi cette promesse de mise en liberté n'a pas été tenue. A part le fait qu'Alassane Ouattara est en train de battre toutes ses cartes pour réduire son opposition au silence, cette folle rumeur selon laquelle les 4 jeunes gens ont été conduits à une destination inconnue parce qu'ils auraient refusé de payer la somme de 500 000 Frs. Vrai ou faux. Cette rumeur a envahi toutes les rues de Gagnoa.

Marius Dangan Kpan